

**Audience publique du 5 juillet 2006**

=====

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre un bulletin d'impôt émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6  
en matière d'impôt sur le revenu  
-----

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 20393 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 21 septembre 2005 par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la réformation d'un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002, émis à son égard le 15 septembre 2004 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin entrepris ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

---

Suite au dépôt par Monsieur ... de sa déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002, le bureau d'imposition Luxembourg 6 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « *bureau d'imposition* », adressa le 20 août 2004 à ce dernier une lettre recommandée l'informant que « *le bureau d'imposition dérogera à votre déclaration sur les points suivants* », à savoir le « *revenu de location de l'immeuble loué 177 route d'Esch L-1471 Luxembourg* » et les « *charges extraordinaires* ».

Monsieur ... soumit au bureau d'imposition ses observations et son opposition formelle par rapport à ce projet d'imposition par courrier recommandé du 4 septembre 2004.

Le 15 septembre 2004, le bureau d'imposition émet à l'égard de Monsieur ... un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 en s'écartant des déclarations du contribuable sur les points suivants :

« \* *REDRESSEMENT DES RECETTES ; VOIR ANNEES ANTERIEURES. UN DECOMPTE DES LOCATAIRES M. BANCHEREAU ET P.H.B. S.A. FAIT DEFAULT.*

\* *FRAIS ET HONORAIRES D'AVOCAT AFFAIRE ... C/SODEXHO CONCERNENT LA DEFUNTE MME. ... ».*

Par courrier du 15 octobre 2004, Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *directeur* », une réclamation à l'encontre du prédit bulletin d'impôt du 15 septembre 2004.

Cette réclamation étant restée sans réponse de la part du directeur, Monsieur ... a fait introduire, par requête déposée le 21 septembre 2005 un recours contentieux tendant à la réformation du prédit bulletin d'impôt pour l'année 2002, émis le 15 septembre 2004.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours dirigé contre un bulletin d'impôt sur le revenu en cas de silence du directeur durant plus de six mois suite à une réclamation dûment introduite par le contribuable. Le tribunal a partant compétence pour connaître du recours en réformation dirigé contre ledit bulletin d'impôt sur le revenu du 15 septembre 2004.

A travers sa requête, le demandeur conclut à la réformation du bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 2002 en renvoyant « *aux motifs tels qu'établis par lui moyennant sa réclamation réf. : P-4004/1 déposée le 18.10.2004 et par son courrier P-4004 du 04.09.2004 – cf. : pièces No 2 et 4 – ainsi comme aux montants tels que mentionnés à travers la déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2002 déposée au bureau d'imposition Luxembourg 6 le 03.04.2003 y compris les pièces justificatives y relatives annexées à cette dernière* ».

Le délégué du gouvernement soulève le moyen d'irrecevabilité de la demande de réformation tiré du libellé obscur de la requête introductive d'instance, en faisant valoir que le demandeur se contenterait de renvoyer pour les motifs à sa réclamation ainsi qu'aux observations avant imposition et pour les montants litigieux à sa déclaration de revenus ainsi qu'aux pièces y annexées. S'il admet que la réclamation, les observations et le bulletin entrepris sont joints à la requête introductive d'instance, il estime néanmoins que la requête constituerait « *une forme abstraite qui n'essaie même pas d'esquisser le ou les points litigieux* ». Ainsi, le demandeur ne respecterait pas les exigences minimales requises quant à la forme d'une requête introductive d'instance, laissant à la partie publique respectivement au tribunal le soin de formuler son recours.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient qu'il aurait agi de la même manière que dans des affaires qu'il aurait introduites précédemment, que les pièces utiles auraient été jointes à la requête introductive d'instance dont elles feraient partie intégrante, de sorte que l'exception de libellé obscur soulevée par le délégué du gouvernement ne serait pas fondée.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la requête introductive doit contenir notamment « *l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués* ».

S'il suffit que cet exposé soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à l'appui de la réclamation, elle ne doit pas être dépourvue des indications indispensables et elle doit contenir des conclusions. Si l'omission d'indiquer des moyens entraîne l'irrecevabilité de la demande pour violation des droits de la défense, étant donné que la partie défenderesse ne saurait utilement préparer et assurer sa défense, *a fortiori*, l'absence d'une demande met le juge dans l'impossibilité pure et simple de statuer. Pareille insuffisance initiale constitue un vice entachant la requête introductive d'instance qui ne saurait être ni purgé par un renvoi, fût-il exprès, aux pièces jointes au recours, ni régularisé dans un mémoire ampliatif (cf. trib. adm. 22 janvier 1998, n° 10298 du rôle, Pas. adm. 2005, V° Procédure contentieuse, n° 238).

En l'absence de l'invocation de moyens susceptibles d'entraîner l'annulation ou la réformation de la décision en question, il n'appartient pas au tribunal administratif de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base des conclusions de la demanderesse. Dans ce cas, le tribunal doit constater que l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1999 a été violé dans la mesure où la requête ne contient pas un exposé sommaire des moyens (cf. trib. adm. 5 juillet 2000, n° 11527 du rôle, Pas. adm. 2005, V° Procédure contentieuse, n° 240).

En l'espèce, force est de constater que le demandeur se borne dans sa requête introductive d'instance à renvoyer, en ce qui concerne les motifs à l'appui de sa demande, à sa réclamation du 15 octobre 2004 ainsi qu'à sa « *note de désaccord quant au projet d'imposition sur le revenu* » du 4 septembre 2004, et en ce qui concerne les montants, à sa déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année 2002, sans pour autant indiquer dans sa requête l'un quelconque fait ou motif à l'appui de sa demande en réformation.

Si le tribunal peut certes dégager du libellé de la requête introductive d'instance que Monsieur ... ne partage pas la position du bureau d'imposition, force est cependant de constater que c'est à juste titre que le délégué du gouvernement conteste la régularité de la requête introductive, étant donné que le demandeur reste en défaut de formuler dans sa requête ne serait-ce que sommairement un quelconque moyen tangible susceptible de dégager les raisons qui l'amènent à contester le bulletin d'impôt entrepris, de sorte que le tribunal, appelé à vider un contentieux fiscal, n'est pas en mesure de cerner concrètement un quelconque débat juridique que le demandeur souhaiterait voir trancher.

Les renvois opérés par le demandeur dans sa requête introductive d'instance à sa réclamation et ses observations suite au projet d'imposition, censés contenir les moyens à l'appui de la demande en réformation contenue dans la requête introductive, ne sauraient remédier au vice initial entachant la requête introductive d'instance, étant donné que l'exigence légale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1999 est à comprendre en ce sens que les moyens sont à circonscrire de façon à résulter de la requête introductive d'instance même, sans renvoi ni obligation de consultation d'un document étranger à la requête.

Le tribunal est ainsi amené à constater une insuffisance au niveau de la requête introductive d'instance au regard des exigences légales pré-indiquées devant entraîner l'irrecevabilité du recours, sans que cette conclusion ne soit éternuée par le fait que le requérant ait comparu personnellement et sans l'assistance d'un professionnel de la postulation, la possibilité accordée aux justiciables de défendre eux-mêmes leur cause devant le tribunal administratif en la présente matière n'emportant pas pour autant dispense du respect des exigences procédurales en la matière telles que prescrites par l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1999.

Dans la mesure où le présent recours encourt l'irrecevabilité pour cause de libellé obscur, le tribunal n'a pas à se prononcer quant à la demande en vue de voir enjoindre à l'administration de produire le dossier fiscal, libellée dans le mémoire en réplique, étant par ailleurs relevé que l'exécution ou non de l'obligation à charge du bureau d'imposition de déposer le dossier fiscal au greffe du tribunal administratif en conformité avec l'article 8 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999 ne dispense pas l'auteur d'un recours de déposer une requête conforme aux exigences de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1999 et comportant un exposé compréhensible des faits et moyens à l'appui de sa demande.

La demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure de 250.- euros formulée par le demandeur est également à rejeter au vu de l'issue de la présente affaire, étant donné que les conditions d'application de l'article 33 de la loi précitée du 21 juin 1999 ne sont pas remplies en l'espèce.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours en réformation irrecevable ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schroeder, premier juge,

M. Spielmann, juge,  
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 5 juillet 2006 par le premier juge, en présence de M.  
Legille, greffier.

Legille

Schroeder